



Le Cameroun bénéficie désormais, depuis le 12 mars, d'un accord de financement de 27 milliards Fcfa de la part du Fonds monétaire international (FMI) au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Il s'agit, selon le FMI, d'un financement abordable et à long terme permettant à des pays engagés dans des réformes de réduire les risques pour la stabilité future de leur balance des paiements, notamment ceux liés au changement climatique et aux pandémies. **P.6**

## FINANCEMENT DURABLE

# Comment le Cameroun entend utiliser les 27 milliards de Fcfa du FMI

### STRATEGIE

## Access Bank signe un partenariat majeur pour l'avenir de la jeunesse camerounaise

Access Bank Cameroon, filiale du groupe bancaire nigérian, a récemment signé un partenariat avec le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique pour promouvoir l'inclusion financière, l'entrepreneuriat et le développement économique des jeunes. **P.3**



### BOURSE DE DOUALA

## L'assureur Zenithe Insurance envisage céder 40% de son capital à l'actionnariat populaire

Dans une interview accordée à l'agence Ecofin début mars 2025, Louis Banga Ntolo, le directeur général (DG) de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), basée à Douala au Cameroun, a annoncé trois projets d'introduction en bourse de nouvelles entreprises. Cependant, si ce dernier a explicitement cité le groupe banquier gabonais BGF1 Holding et le banquier camerounais CBC, le dirigeant du marché financier unifié des pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA) s'est gardé de révéler l'identité de la 3<sup>e</sup> entreprise.. **P.4**



### SECTEUR CIMENT

## Trois nouvelles cimenteries en gestation à Édéa

Le ministre par intérim de l'Industrie, des Mines et du Développement technologique (Minmidt), Fuh Calistus Gentry, a visité trois cimenteries et deux carrières dans le département de la Sanaga-Maritime, région du Littoral. Ces trois cimenteries, toutes détenues par des entrepreneurs chinois, sont situées à Édéa, chef-lieu du département. **P.4**



# CAMRAIL célèbre la journée internationale des droits des femmes

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, CAMRAIL, filiale de Africa Global Logistics et concessionnaire du chemin de fer camerounais, a organisé des activités sur l'ensemble de son réseau avec une place de choix accordée à la santé.

Aussi, une campagne de dépistage du cancer du col de l'utérus a été initiée et s'étale le long du mois de mars 2025. Les objectifs : sensibiliser sur les risques encourus mais surtout montrer comment prévenir la maladie. De même, une causerie éducative a réuni à Douala les cheminotes et un gynécologue afin d'éclairer la lanterne des femmes. En plus de de l'investissement humain, une marche sportive et une séance de yoga ont été organisés.

« Les femmes sont présentes dans tous les cœurs de métiers à CAMRAIL. Conductrices de trains, Chefs de gares, Chefs sécurité, mécaniciennes, ingénieures, visiteurs wagonnage, elles contribuent chaque jour à la productivité et à l'atteinte des objectifs globaux. Plus globalement, il est évident que la représentativité des femmes, soit 10% des cadres, 45% des agents de maîtrise et 45% des agents d'exécution, sera encore plus importante dans les prochaines années grâce notamment à l'intérêt croissant pour les métiers ferroviaires », précise Florence Epeti-Koum, Coordinatrice Administration des Ressources Humaines à CAMRAIL. Depuis la mise en concession et l'arrivée de CAMRAIL en 1999, la diversité et l'inclusion sont valorisées tout en encourageant la participation active de tous les employés, indépendamment de leur genre. CAMRAIL est donc fière de sa politique



d'entreprise qui met en avant les compétences et les talents sans distinction de genre. Les équipes mixtes apportent une richesse de perspectives et d'idées, renforçant ainsi la capacité de CAMRAIL à innover et à exceller.

Conçue pour promouvoir un environnement de travail inclusif où chacun peut s'épanouir et contribuer pleinement aux succès collectifs, la politique genre à CAMRAIL a permis la promotion de nombreuses femmes

à de hautes fonctions managériales. En soutenant activement l'égalité des genres, CAMRAIL s'est résolument engagée à bâtir un avenir plus juste et plus équitable pour tous ses employés.

# CCA-BANK agrandit son réseau avec quatre nouvelles agences

CCA-BANK a le plaisir d'annoncer l'ouverture de quatre nouvelles agences, renforçant ainsi notre engagement à vous offrir des services bancaires toujours plus accessibles et performants !

Dans cette dynamique de proximité et d'excellence, trois nouvelles agences ouvrent leurs portes à Douala, cœur économique du Cameroun, et une à Obala, dans la région du Centre.

## Nos nouvelles agences :

- Située à Carrefour Mutzig, cette agence vous rapproche encore plus de nos services bancaires à Bonabéri.
- Implantée à Rond-point Dakar, Immeuble Motel Neupateng, elle offre un accès privilégié à des services bancaires rapides et efficaces.
- Bonamoussadi II – Idéalement située à Rond-point Maetur, cette agence moderne et spacieuse est pensée pour un confort optimal lors de vos opérations financières.
- Obala – Localisée en face de l'hôpital de district, elle facilite l'accès aux services bancaires pour toute la communauté. Nos nouvelles agences ont été conçues pour allier modernité, confort et efficacité, garantissant ainsi une expérience bancaire fluide et agréable pour les particuliers comme les entreprises.

## CCA-BANK, une banque qui grandit avec vous

Votre confiance est notre moteur ! Grâce à votre fidélité, nous poursuivons notre développement pour vous offrir des infrastructures modernes, des services bancaires performants et une expérience client optimisée.

## Votre confort, notre priorité

Avec ces nouvelles agences, fini les longues attentes ! Profitez désormais d'un service plus rapide et plus fluide dans des espaces pensés pour votre bien-être.

Nous vous invitons à découvrir notre nouvelle agence Bonamoussadi II, un véritable symbole de qualité et d'excellence. Mais ne vous contentez pas des photos—venez la visiter et vivez l'expérience par vous-même !



PRESENTATION DE L'AGENCE DE BONAMOOUSSADI 2



PRESENTATION DE L'AGENCE DE BONAMOOUSSADI 2



PRESENTATION DE L'AGENCE DE BONAMOOUSSADI 2



PRESENTATION DE L'AGENCE DE BONAMOOUSSADI 2



STRATEGIE

# Access Bank signe un partenariat majeur pour l'avenir de la jeunesse camerounaise

Access Bank Cameroon, filiale du groupe bancaire nigérian, a récemment signé un partenariat avec le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique pour promouvoir l'inclusion financière, l'entrepreneuriat et le développement économique des jeunes.



Soutenir la croissance des jeunes entrepreneurs

La banque compte désormais près de 10 000 clients, qui améliore l'accessibilité, avec des plans d'expansion régionale supplémentaires.

Guidée par un engagement en faveur de l'inclusion financière, Access

Acteur majeur du secteur Camerounais établie en 2021, Access Bank Cameroon s'est rapidement imposée comme un acteur clé du secteur financier du pays, démontrant une croissance exceptionnelle et un engagement inébranlable envers l'inclusion financière. La montée en puissance de la banque fait partie du parcours plus large du groupe Access Bank, qui a commencé en Afrique de l'Ouest en 1989.

Au Cameroun, Access Bank a atteint des étapes remarquables en seulement deux ans : les dépôts ont augmenté de 265 %, passant de 21,6 milliards XAF en décembre 2022 à 79 milliards XAF en décembre 2023.

Entant que partenaire financier dédié aux jeunes, ce partenariat avec le ministère de la jeunesse et de l'éducation civique vise à améliorer l'accès aux services financiers, à renforcer les compétences en gestion d'argent et à soutenir la croissance des jeunes entrepreneurs. La Banque est engagée à aider les jeunes à atteindre leurs aspirations financières et à réaliser leurs rêves.

Bank Cameroon se concentre sur la fourniture de solutions sur mesure pour les entreprises, les PME, les femmes et les jeunes. Cette approche répond à un besoin critique au Cameroun, où seulement 15 % de la population adulte a accès aux services financiers formels, selon la Banque Mondiale. Les objectifs stratégiques de la banque s'alignent sur la vision d'Access Corporation de construire un écosystème globalement connecté inspiré par l'Afrique.

En tirant parti de la technologie et de l'innovation, Access Bank migre la plupart de ses clients vers des plateformes numériques et étend sa présence dans 26 pays africains d'ici 2027. Alors que Access Bank Cameroon continue de soutenir le commerce, les paiements et les flux d'investissements au Cameroun, à travers l'Afrique et au-delà, sa mission reste claire : être la banque africaine la plus respectée au monde tout en favorisant l'inclusion financière et l'innovation.

Elise Nguélé

## MTN CAMEROON

# Le chiffre d'affaires progresse de 14,2% en 2024

Le groupe MTN a publié ses données financières indiquant que la contribution des activités camerounaises à son chiffre d'affaires en 2024 a progressé de 14,2 % par rapport à celui de 2023, pour atteindre l'équivalent de 366,6 milliards de Fcfa, sur la base d'un taux moyen de conversion du rand (monnaie sud-africaine) à une moyenne de 33,13 Fcfa et des revenus estimés à 11,06 milliards de rands.



Le Cameroun réalise la meilleure progression

En 2023, cette contribution avait progressé de seulement 9,2 % comparée aux revenus de 2022. La méthode complète de consolidation des activités de ses filiales par le groupe sud-africain de services de téléphonie mobile n'est pas totalement expliquée. Cependant, on remarque que les variations de taux de change entre le Fcfa utilisé au Cameroun et la monnaie sud-africaine impactent les estimations dans les résultats finaux.

Toutefois, on peut dire que le Cameroun a continué d'être un relais de croissance pour le groupe, dans un contexte où son chiffre d'affaires sur l'ensemble de ses opérations a reculé de 14,9 %, en raison de la situation au Nigéria, où la monnaie s'est dépréciée par rapport au dollar américain. Le Cameroun

réalise aussi la meilleure progression de la zone West and Central Africa (WECA). La dynamique de croissance au Cameroun chez MTN a été portée par les revenus des services réseaux (appels et internet), qui constituent en 2024 la plus importante part des revenus, même si le rythme de croissance (11,3 %) est plus faible qu'en 2023 (+25,8 %). Le segment qui a le plus progressé (+14,1 %) est celui des services digitaux et fintech (prêts de crédit ou encore MoMo).

Avec ces solides revenus, le résultat avant impôts, amortissement des investissements et intérêts financiers sur la dette a progressé de 17,23 % pour atteindre une valeur estimée en moyenne à 144,6 milliards de Fcfa, contre un peu plus de 121,5 milliards de Fcfa en 2023.

L'année 2025, qui vient de démarrer, sera capitale pour le groupe sud-africain au Cameroun. La licence pour l'exploitation de son réseau 4G sécurisé en 2010 arrive à son terme cette année 2015. Depuis 2021, MTN Cameroon aurait sollicité les autorités camerounaises pour obtenir l'autorisation d'exploiter une licence 5G.

Cédric Boyomo

## SECTEUR FERROVIAIRE

# Engagement de Camrail à trouver des solutions durables pour un transport fiable et performant

Dans un échange direct ce mercredi 19 mars 2025 face aux professionnels des médias, Camrail, concessionnaire du chemin de fer Camerounais, a présenté son engagement à court terme, à trouver des solutions durables afin de pallier aux perturbations d'approvisionnement qui ont récemment impacté ces partenaires commerciaux du Tchad.



Maintenir la fluidité du transport ferroviaire

Face aux difficultés rencontrées en ce début d'année 2025, CAMRAIL a mobilisé toutes ses ressources pour maintenir la fluidité du transport ferroviaire et garantir l'approvisionnement régulier des produits essentiels destinés au Tchad.

Depuis bientôt 3 décennies, CAMRAIL joue un rôle essentiel dans le transport ferroviaire en assurant, par la massification, l'acheminement des marchandises et la mobilité des personnes entre Douala et Ngaoundéré et, plus loin, vers le Tchad et la RCA. Outre le transport, CAMRAIL met à la disposition de ses clients, industriels et distributeurs, des entrepôts repartis sur l'ensemble de son réseau et qui servent principalement de stockages tampons de marchandises.

« 4500 tonnes de marchandises soit environ 150 camions sont transportées quotidiennement au Port de Douala-Bonabéri » a indiqué Alain Minoue, Directeur Commercial et Marketing de Camrail. Ces marchandises sont transportées vers Ngaoundéré en 3 ou 4 jours et ensuite acheminé vers le Tchad ou la RCA par voie routière. Depuis le 1er mars 2025, pas moins de 247 wagons ont été effectivement expédiés de Douala et réceptionnés à Ngaoundéré. Dans le même temps, 241 wagons ont été expédiés au départ de Ngaoundéré pour Douala.

En tant que transporteur historique de marchandises, Camrail bénéficie de la confiance des opérateurs économiques tchadiens avec qui il commerce principalement pour le transport des produits de première nécessité vers ce pays voisin. « Depuis janvier 2025, CAMRAIL a consacré 70 % de ses capacités de transport à l'acheminement de produits de première nécessité tels que le sucre, la farine, les pâtes alimentaires et le riz à destination du Tchad. Cette mobilisation témoigne de notre engagement en faveur du développement économique sous-régional et de la stabilité de l'approvisionnement des populations tchadiennes » révèle l'entreprise.

Concernant la pénurie de ciment observée au Tchad, « nous tenons à préciser que les volumes de matières premières destinées aux cimenteries tchadiennes transportés par rail restent faibles (6,92 %), les autorités ayant principalement opté pour le transport routier. Par ailleurs, en 2024, un accord prévoyait le transport de 60 000 tonnes de ciment par CAMRAIL, mais aucune cargaison ne nous a finalement été confiée. Ainsi, il est inexact

d'attribuer à CAMRAIL la responsabilité des difficultés rencontrées par les cimentiers tchadiens » a déclaré l'entreprise Camrail.

Notons que le marché tchadien traverse une crise d'approvisionnement en ciment, un matériau clé pour les constructions. Cette pénurie a provoqué une flambée des prix chez les grossistes, obligeant les détaillants à répercuter cette hausse sur leurs tarifs pour conserver une marge bénéficiaire. Le ministre tchadien du Commerce et de l'Industrie a expliqué que cette pénurie est due à des difficultés d'approvisionnement en matières premières essentielles, comme le clinker, un composant crucial dans la production de ciment.

D'autres statistiques fournies sur place font état de ce que le concessionnaire transporte en moyenne 1,5 million de tonnes par an, faisant de lui un transporteur privilégié par le rail reconnu pour son efficacité et la régularité des livraisons. Quatre quais sont situés à l'arrière de la Gare centrale de Douala.

L'un d'eux est le quai de chargement et de déchargement des conteneurs qui aura attiré l'attention des hommes et femmes de média. On y apprend que près de 1 000 conteneurs y sont stockés, permettant ainsi une participation de Camrail au décongestionnement de la Régie du terminal à conteneurs du Port de Douala.

S'agissant des perspectives à court terme, Alain Minoue annonce que l'entreprise ambitionne booster le transport ferroviaire à travers l'acquisition de quatre nouvelles locomotives d'ici décembre 2025 et huit autres en 2026. Dans le même temps, le concessionnaire du chemin de fer camerounais compte acquérir 100 nouveaux wagons et le renouvellement 330 Km de voie ferrée entre Belabo-Ngaoundéré dans le cadre du Programme quinquennal n°2, vont permettre d'optimiser à la fois les capacités de traction et de transport. « Ces acquisitions vise à augmenter la vitesse de rotation et de disponibilité dans les approvisionnements » déclare Alain Minoue.

Acteur majeur du développement économique et social au Cameroun, CAMRAIL investit en moyenne 12 milliards de Fcfa par an. L'entreprise reverse en moyenne 5 milliards de Fcfa chaque année à l'État du Cameroun au titre des redevances, taxes et impôts.

André Noir

## RSE

## Le brasseur SABC étend sa campagne de soins « Mobile Care » à toutes les régions du Cameroun

Dans le cadre de sa responsabilité sociale des entreprises (RSE), la Société Anonyme des Boissons du Cameroun (SABC) a annoncé l'extension de sa campagne sanitaire « Mobile Care » à l'ensemble du territoire camerounais.



Contribuer à l'accès aux soins médicaux des populations les plus démunies

Stéphane Descazeaud, directeur général de la SABC, a réaffirmé l'engagement de l'entreprise à poursuivre ce projet dans les années à venir, soulignant que cette initiative couvrira désormais toutes les régions du pays. Il a fait cette annonce lors de l'acte IV de « Mobile Care », qui s'est tenu les 13 et 14 mars 2025 à Nkoabang, une ville de la commune de Nkolafamba dans le département de la Mefou-et-Afamba, région du Centre.

L'étape de Nkoabang fait suite aux précédentes interventions à Edéa et Pouma dans la région du Littoral, ainsi qu'à Kribi dans le Sud. Durant ces deux jours, les populations défavorisées de la région du Centre ont pu bénéficier de soins de santé gratuits, incluant la prise des paramètres vitaux, des examens médicaux, des consultations, ainsi que le pré-enrôlement des populations à la Couverture Sanitaire Universelle (CSU). Lancée le 12 avril 2023, la CSU a pour objectif d'offrir un accès équitable aux soins de santé à tous les Camerounais. Cette vision est conforme à la mission de la SABC qui consiste à « procurer du bien-être tout en contribuant au développement du Cameroun ».

La campagne « Mobile Care » est organisée en partenariat avec le ministère de la Santé publique. Selon la SABC, cette initiative de RSE poursuit quatre objectifs principaux. Il s'agit d'accompagner l'État dans sa politique d'humanisation des soins en permettant aux populations des zones rurales d'accéder à des soins de santé de qualité, contribuer à l'accès aux soins médicaux des populations les plus démunies, en particulier celles qui vivent dans des zones éloignées des centres de santé, collecter 1 000 poches de sang pour sauver des vies pour renforcer les capacités du pays en matière de transfusions sanguines et assumer le leadership social et la responsabilité sociale de l'entreprise dans le domaine de la santé.

Elise Nguélé

## SECTEUR CIMENT

## Trois nouvelles cimenteries en gestation à Edéa au Cameroun

Le ministre par intérim de l'Industrie, des Mines et du Développement technologique (Minmidt), Fuh Calistus Gentry, a visité trois cimenteries et deux carrières dans le département de la Sanaga-Maritime, région du Littoral. Ces trois cimenteries, toutes détenues par des entrepreneurs chinois, sont situées à Edéa, chef-lieu du département.



Pour une production de 12,7 millions de tonnes par an

La première cimenterie, Sino Africaine (Sinafcim), a une capacité de production d'un million de tonnes par an. Actuellement en chantier, elle emploie 200 personnes, dont 90 % de Camerounais. Sa première production est prévue pour avril 2025.

La deuxième, Central Africa Cement (CAC), est en activité depuis quelques mois. Cette unité produit 1,5 million de tonnes par an et emploie une centaine

de personnes sur les 200 prévus. La troisième, Yousheng Cement, est en construction sur les rives du fleuve Dibamba, près de Douala. Elle vise une capacité de production annuelle de 1,8 million de tonnes. L'inauguration officielle des trois unités est prévue pour juillet 2025. Leur production combinée de 4,3 millions de tonnes s'ajoutera aux 8,4 millions de tonnes actuellement produites au Cameroun, portant ainsi la capacité totale du pays à 12,7 millions de tonnes d'ici la fin de l'année. Cette production permettra non seulement de couvrir la demande nationale, estimée à 8 millions de tonnes, mais aussi de conquérir les marchés extérieurs.

Secteur en expansion

L'arrivée de ces trois nouvelles cimenteries porte à neuf le nombre total d'unités de production au Cameroun, dix ans après la fin du monopole des Cimenteries du Cameroun (Cimencam), filiale de Lafarge Holcim Maroc Afrique (LHMA). Cimencam, qui avait dominé le marché pendant 48 ans avec une capacité de 2,3 millions de tonnes, a vu son hégémonie contestée par l'arrivée de Dangote Cement Cameroun en 2015. Depuis, d'autres acteurs ont rejoint le marché, notamment le Marocain Cimaf (1,5 million de tonnes), le Turc Medcem (600 000 tonnes), Mira Company (1,5 million de tonnes) et le Portugais Cimpor (1 million de tonnes).

Malgré l'augmentation des capacités de production, le prix du sac de ciment de 50 kg reste élevé, oscillant entre 5 100 FCFA et 5 300 FCFA dans les grandes villes comme Douala et Yaoundé. Les producteurs et le gouvernement justifient ces prix par les coûts élevés liés à l'importation du clinker, un composant essentiel dans la fabrication du ciment.

Bouba Yankré

## BOURSE DE DOUALA

## L'assureur Zenithe Insurance envisage céder 40% de son capital à l'actionnariat populaire

Dans une interview accordée à l'agence Ecofin début mars 2025, Louis Banga Ntolo, le directeur général (DG) de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), basée à Douala au Cameroun, a annoncé trois projets d'introduction en bourse de nouvelles entreprises. Cependant, si ce dernier a explicitement cité le groupe bancaire gabonais BGFH Holding et le banquier camerounais CBC, le dirigeant du marché financier unifié des pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA) s'est gardé de révéler l'identité de la 3<sup>e</sup> entreprise.

« Au-delà de ces deux opérations (BGFH et CBC, NDLR), je peux vous annoncer qu'un autre actionnaire et administrateur de la Bvmac, un assureur, a également annoncé son intention de faire une introduction en bourse en 2025 ou 2026, en cédant 40% de sa compagnie sur le marché régional. (...) J'aimerais bien laisser la primeur (de l'annonce) à l'exécutif de cette compagnie. Pour ceux qui connaissent l'activité et les organes sociaux de la bourse, si on parle d'un assureur qui est actionnaire et administrateur, je crois que tout le monde le saura très rapidement. Je ne voudrais pas que ce soit la bourse qui annonce solennellement quelque chose qui doit être annoncé par l'institution elle-même, car il peut s'agir de l'avis de l'administrateur, mais il faut d'abord que cela soit approuvé en interne au niveau de ses instances de gouvernance », a indiqué le DG de la Bvmac.

L'analyse de la constitution du Conseil d'administration et du capital social de la Bvmac, ainsi que des confirmations reçues de sources autorisées convergent vers la compagnie camerounaise Zenithe Insurance. En effet, la Bvmac compte six compagnies d'assurance comme actionnaires. Il s'agit de CPA, SAAR, Sunu Assurances, Activa Assurances, Zenithe Insurance et Pro-Assur. Mais, seule Zenithe Insurance, qui détient 2,16% des actifs de la Bvmac (la plus grosse part parmi les assureurs actionnaires, NDLR),

selon le rapport d'activités 2023 de cette bourse, siège au conseil d'administration à travers son administrateur directeur général, Maxwel Ndecham.

L'aboutissement du projet d'introduction en bourse porté par Zenithe Insurance devrait porter à deux le nombre d'entreprises du secteur des assurances listées à la Bvmac, après le réassureur gabonais SCG-Ré.

Zenithe Insurance est parmi les leaders de l'assurance non-vie au Cameroun, selon les dernières données du marché publiées par l'Association des sociétés d'assurances du Cameroun (ASAC). En effet, sur les 17 compagnies opérant dans cette branche, Zenithe Insurance occupe le 3<sup>e</sup> rang au premier semestre 2024. Avec un volume global de primes émises (chiffre d'affaires) de 9,5 milliards de Fcfa sur la période, en hausse de 154% en glissement annuel, cet assureur arrive derrière AXA et Chanas, qui affichent respectivement 13,9 et 13,3 milliards de Fcfa de primes



Zenithe Insurance, parmi les leaders de l'assurance non-vie

émises sur la période.

Cette remontée au classement de Zenithe Insurance, 11<sup>e</sup> du marché en 2022 avec moins de 5% de parts du marché, a contribué à l'embellie observée dans la branche assurance non-vie au Cameroun au premier semestre 2024. Selon l'ASAC, le chiffre d'affaires de cette branche a connu une croissance de 4,52% en glissement annuel au premier semestre 2024, passant de 103,6 à 108,2 milliards de Fcfa.

Paul Nkala

## COMPLEXE ORANGE DE MAKEPE

## Une réalisation d'« enracinement pérenne » et durable

Le complexe Orange Makepe, l'une des emblématiques réalisations d'Orange Cameroun en 25 ans d'activité, marque l'enracinement pérenne de l'entreprise française, leader des télécommunications, au Cameroun



Complexe Orange Makepe

À l'occasion des célébrations de ses 25 ans au Cameroun, l'opérateur de téléphonie mobile et fournisseur d'accès internet revendique des investissements pouvant atteindre 1 500 milliards de Fcfa en un quart de siècle. L'opérateur ne détaille cependant pas dans quels domaines précisément ces investissements ont été réalisés mais selon la documentation disponible à cet effet, l'on mentionne que le complexe Orange Makepe en fait partie.

Cette infrastructure est présentée par Alain Blaise Batongue, directeur des affaires institutionnelles et de la RSE, comme la

preuve d'une ambition d'enracinement au Cameroun. Sur une superficie de 12880 m<sup>2</sup>, l'entreprise a investi 16 milliards de Fcfa. C'est globalement 20 petites et moyennes entreprises (PME) locales mobilisées pour environ 500 emplois directs et plus de 4.000 emplois indirects. « C'est un complexe qui marque l'enracinement pérenne d'orange au Cameroun et qui indique bien que nous ne venons pas pour repartir » a déclaré Alain Blaise Batongue.

Le complexe d'Orange Cameroun est constitué de deux bâtiments, à usage bien distinct, isolés l'un de l'autre. Le bâtiment du bureau est constitué d'un sous-sol pour parking, locaux techniques et salle

d'archive, de 5 plateaux de 1200m<sup>2</sup> chacun, une cafétéria sur le toit. Soit au total une surface utile de 7300 m<sup>2</sup> environ, un terrain multisports, près de 3000 m<sup>2</sup> d'espace vert, une station d'épuration d'eau recyclée qui pourra servir pour l'arrosage des espaces verts. Ce bâtiment, par son confort et sa localisation offre aux employés un cadre confortable, moderne et sécurisé, dont ils ont besoin pour s'épanouir et contribuer au développement de l'entreprise. Une initiative qui traduit l'ambition d'un employeur digital aussi présent sur toute l'étendue du territoire comme Orange Cameroun. L'entreprise ayant pris en compte les exigences modernes de la RSE pour sa construction.

Spécifiquement, le Data Center est quant à lui, installé sur 1040 m<sup>2</sup>. C'est une infrastructure révolutionnaire qui permet le stockage, la sauvegarde, le traitement, la distribution et la transmission des données. Le centre de données d'Orange Cameroun est présenté comme le plus grand en Afrique Centrale et de l'Ouest et bénéficie des dernières évolutions et innovations techniques et technologiques par rapport aux autres notamment ceux du Sénégal (750 m<sup>2</sup>) et de la Côte d'Ivoire (300 m<sup>2</sup>). Pour le ministre des Postes et Télécommunications, Minette Libom Li likeng, ce complexe met en lumière l'ambition d'Orange Cameroun à développer le secteur des télécoms. Avec la construction du Data Center Hub d'Orange Cameroun, le pays dispose désormais d'une infrastructure qui facilite les opérations de transmission des données. Une espèce de révolution numérique avec

plus de services rendus aux populations et aux entreprises camerounaises.

Orienté vers la transition énergétique, le complexe Orange Makepe est doté d'un système de solarisation énergétique qui « permet d'économiser environ 30% de la puissance électrique demandée par les équipements » a indiqué François Xavier Bella, directeur des Opérations au cours de cette rencontre d'échanges avec les professionnels des médias. Ce système de solarisation a été mis en production en novembre 2023 et équipés de panneaux solaires permettant de générer une production électrique de 362 mégawatts-heures par an. L'entreprise française des télécommunications affirme également que l'installation de ces panneaux solaires fait partie de ses initiatives en faveur de la préservation de l'environnement.

« Nous optons pour les énergies renouvelables afin de réduire nos émissions de gaz à effet de serre liées à notre activité », a expliqué Justo Ndoumbe Epée, chef de département communication RSE et institutionnelle chez Orange Cameroun. Il faut dire qu'une partie de l'énergie vendue par Eneo, le distributeur exclusif de l'électricité au Cameroun, provient des énergies fossiles. En remplaçant 30% de ses achats d'électricité auprès d'Eneo par une énergie verte, Orange considère donc qu'elle réduit ses émissions de gaz à effet de serre.

Omer Kamga

## BARRAGE DE NACHTIGAL

## 420 Mw disponibles depuis le 18 mars 2025, une facture mensuelle de 10 milliards de Fcfa à payer

Nachtigal Hydro Power Company (NHPC), l'entreprise de projet du barrage de Nachtigal, annonce la disponibilité dans le réseau électrique camerounais de la totalité des 420 MW d'énergie produits par cet ouvrage construit dans la région du Centre du pays.

« Après le couplage réussi au réseau électrique le 27 février 2025 et plusieurs semaines d'essais, le groupe numéro 7 de l'aménagement hydroélectrique de Nachtigal a officiellement été mis en service le 18 mars 2025. Ce dernier jalon marque la fin des mises en service de tous les groupes de l'aménagement, qui atteint ainsi sa pleine capacité de production, avec une puissance installée de 420 MW », annonce NHPC dans sa newsletter de le 19 mars 2025.

L'entreprise souligne dans le même document que la « mise en service de ce 7<sup>e</sup> groupe symbolise la fin de la phase de construction de l'aménagement et son exploitation effective par NHPC pour les 35 prochaines années ». Cette précision est d'autant plus importante que selon les accords conclus entre l'État du Cameroun et NHPC, dès la mise en exploitation du barrage, symbolisée par la disponibilité effective des 420 Mw de capacités installées, une facture mensuelle de 10 milliards de Fcfa devra être réglée à la société, que l'énergie produite à Nachtigal soit consommée ou non.

À l'observation, cette exigence contractuelle est loin d'être satisfaite, au regard des difficultés financières que vit en permanence de secteur de l'électricité au Cameroun depuis des années, en raison des tensions de trésorerie d'Eneo, le distributeur de l'énergie électrique dans le pays. Contrôlée par le fonds d'investissement britannique Actis, cette entreprise, qui réclame des impayés de plus de 100 milliards de FCFA à l'État et ses

démembrements, peine elle-même à payer ses différents fournisseurs. Auxquels devrait s'ajouter NHPC dès avril ou mai 2025, dans la mesure où la cérémonie de mise en service complète du barrage de Nachtigal est projetée pour le mois d'avril prochain.

## 700 MILLIARDS DE DETTES EN 2022

L'insolvabilité d'Eneo vis-à-vis de ses fournisseurs actuels est d'autant plus criarde que le déficit de trésorerie de l'entreprise est quasi-permanent. Selon les états financiers d'Eneo, au 31 décembre 2022, par exemple, le distributeur de l'énergie électrique au Cameroun affichait un déficit de trésorerie de 113 milliards de FCFA, ainsi qu'une dette de 700 milliards de FCFA, dont la moitié due aux fournisseurs.

Même le Trésor public, qui se substitue généralement aux entités publiques cumulant des impayés vis-à-vis d'Eneo, en déliant les cordons de sa bourse, peine généralement à suivre le rythme des paiements promis. Pour preuve, le producteur indépendant Globeleq, qui gère les centrales à gaz de Kribi (216 MW) et à fioul de Dibamba (88 MW), n'a eu de cesse d'arrêter ses centrales ces derniers mois, à cause des impayés estimés à 137 milliards de FCFA réclamés à Eneo, que l'État tarde à payer malgré ses promesses.

## EXPORTATION DE L'ÉLECTRICITÉ

En tout cas, dans les prochaines semaines, Eneo ou l'État du Cameroun devront trouver 10 milliards de FCFA à verser mensuellement

à NHPC, même s'il est de plus en plus probable que la totalité de l'énergie produite par Nachtigal ne sera pas entièrement consommée dans l'immédiat. En raison du retard pris dans la construction des lignes de transport au départ du poste de transformation de Nyom, dans la banlieue de Yaoundé

; et même dans la réception de la ligne d'évacuation partant de Nachtigal pour Yaoundé.

De bonnes sources, alors que certaines lignes de transport au départ du poste de Nyom sont encore en phase de finalisation, celle chargée d'évacuer la production sur Yaoundé, construite par le groupe français Bouygues, est actuellement en phase d'inspection, en vue de sa rétrocession à la Société nationale de transport de l'électricité (Sonatrel). Cette mission consiste à « examiner la stabilité des 123 pylônes de la ligne, détecter la corrosion ou les dommages physiques, évaluer l'affaissement des conducteurs, l'intégrité des isolants, l'état des installations, ainsi que les connexions et les raccords », souffle un responsable de Sonatrel, témoignant de l'ampleur de cette inspection.

Pour rappel, Nachtigal représente un



Mise à disposition officielle des 420 Mw produits

investissement de 786 milliards de FCFA. La plus grande centrale de production d'énergie électrique du Cameroun contribuera non seulement à augmenter de 30 % les capacités installées du pays, mais aussi à accroître la part de l'hydroélectricité dans le mix énergétique national. Ce qui permettra de réaliser d'importantes économies sur l'achat de combustibles pour les centrales thermiques d'appoint installées dans plusieurs localités camerounaises. Cette infrastructure énergétique devrait également permettre au Cameroun de devenir pionnier de l'exportation de l'électricité en Afrique centrale, à la faveur du Projet d'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun au Tchad (Pirect). Grâce auquel le Cameroun devrait fournir 100 MW au Tchad dès l'année 2027, selon les prévisions officielles.

Rémy Ngassana

## GOUVERNANCE

## SANTÉ MATERNELLE

# Le Cameroun lance un plan stratégique national pour améliorer le bien-être des populations

Le 13 mars 2025, le Cameroun a lancé son Plan stratégique national relatif à l'amélioration de la santé maternelle, infantile et nutritionnelle pour la période 2025-2030. Cette stratégie a été élaborée avec l'appui du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC, sigle en anglais) et de ses partenaires, dans le cadre des efforts globaux pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 3 qui vise à assurer la santé et le bien-être de tous en améliorant la santé procréative, maternelle et infantile, en réduisant les principales maladies transmissibles, non transmissibles, environnementales et mentales.



la santé infantile, une préoccupation pour le gouvernement

Le 13 mars 2025, le Cameroun a lancé son Plan stratégique national relatif à l'amélioration de la santé maternelle, infantile et nutritionnelle pour la période 2025-2030. Cette stratégie a été élaborée avec l'appui du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC, sigle en anglais) et de ses partenaires, dans le cadre des efforts globaux pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 3 qui vise à assurer la santé et le bien-être de tous en améliorant la santé procréative, maternelle et infantile, en réduisant les principales maladies transmissibles, non transmissibles, environnementales et mentales.

Cette nouvelle feuille de route met un accent particulier sur la couverture santé universelle (CSU), avec notamment le « Chèque santé », la prise en charge gratuite du paludisme chez les enfants de moins de cinq ans, ainsi

que l'accès aux soins de santé reproductive pour les adolescents, les jeunes et les personnes âgées. Elle met également l'accent sur la nutrition, en intégrant des stratégies visant à combattre la malnutrition aiguë et chronique, et aborde la santé en contexte humanitaire, notamment dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en proie à une crise sociopolitique depuis fin 2016.

Bien que le Cameroun ait fait des progrès dans certains domaines, la santé maternelle et infantile reste un défi majeur. En 2020, le pays affichait un taux de mortalité maternelle de 438 décès pour 100 000 naissances vivantes, chiffre qui a légèrement diminué à 406 décès en 2022, selon le portail des données de genre de la Banque mondiale. Cependant, ces chiffres demeurent bien au-dessus de l'ODD 3 qui vise faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes d'ici 2030. Par ailleurs, le Cameroun continue de lutter contre des problèmes récurrents tels que l'accès limité aux soins de santé reproductive de qualité, des taux élevés de grossesse adolescente et des lacunes nutritionnelles.

Ce plan stratégique s'inscrit dans un cadre continental plus large visant à renforcer les politiques de santé reproductive en Afrique. En effet, l'Union africaine (UA) a validé une stratégie quinquennale (2022-2026) pour

la santé reproductive, validée par 42 États membres. Cette stratégie continentale met un accent particulier sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents, la santé maternelle et néonatale, la planification familiale, ainsi que la prévention et gestion des cancers du système reproducteur. Ce cadre se concentre sur des domaines clés, tels que la santé sexuelle et reproductive des adolescents, la santé maternelle et néonatale, la planification familiale, la prévention et la gestion des cancers du système reproducteur, la réduction de la violence basée sur le genre et les soins d'avortement sécurisé. Afin d'assurer une mise en œuvre efficace au niveau national, une évaluation des priorités continentales a permis d'identifier plusieurs lacunes majeures, notamment en matière de financement de la santé reproductive, de cadres politiques et de capacité du personnel de santé.

Dans ce cadre, le Cameroun et le Lesotho ont été sélectionnés parmi les premiers pays pour recevoir un soutien technique et financier visant à élaborer des stratégies nationales conformes au cadre continental plus large. « Une partie du mandat de l'Africa CDC est de soutenir les pays dans l'élaboration de plans stratégiques de santé qui s'alignent sur les priorités continentales. Le Cameroun fait partie des premiers pays à finaliser sa stratégie, et cela servira de modèle pour d'autres nations africaines », indique cette institution spécialisée de l'UA dans un communiqué publié le 9 mars dernier.

Christian Trésor Adong

## RESILIENCE ECONOMIQUE

# Près de 240 milliards de Fcfa de BM pour améliorer la gestion et la transparence des finances publiques

Depuis plusieurs années, le Cameroun et la Banque mondiale collaborent pour renforcer la stabilité économique du pays. La mise en œuvre de réformes cruciales pour garantir la soutenabilité budgétaire et la fourniture de services sociaux fait partie des objectifs immédiats.



Louis Paul Moutaze, ministre des Finances

Le Cameroun recevra un prêt de 239,6 milliards de Fcfa de la part du Groupe de la Banque mondiale. Ces fonds visent à améliorer la gestion et la transparence des finances publiques, tout en soutenant une croissance économique durable et inclusive à travers deux opérations.

La première opération : « Financement des politiques de développement pour la soutenabilité budgétaire et la croissance inclusive et durable (DPF) » vise à renforcer la résilience budgétaire, à promouvoir un développement équitable et à soutenir une croissance durable et inclusive. Ce financement, couvrant la période 2022-2026, a pour objectif d'aider le pays à relever les défis économiques et climatiques tout en améliorant

la gouvernance financière et les infrastructures.

« L'économie du Cameroun est confrontée à des pressions budgétaires et de financement extérieur croissantes. L'appui de la Banque mondiale aidera à mettre en œuvre des réformes cruciales pour garantir la soutenabilité budgétaire et la fourniture de services sociaux, tout en jetant les bases du développement d'infrastructures durables », a déclaré Cheick Fantamady Kanté (photo), directeur de division de la Banque mondiale pour le Cameroun.

Ce programme vise à améliorer la gestion des finances publiques, renforcer la décentralisation et développer des infrastructures pour faire du Cameroun un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2035. Il devrait permettre également d'optimiser l'allocation des ressources en faveur des plus démunis, d'accroître l'efficacité des dépenses et la mobilisation de fonds grâce à une meilleure gestion du Trésor, une performance accrue des entreprises publiques et la promotion des paiements électroniques.

Dénommée « IMPACT (Améliorer la performance, la responsabilité et la transparence) », la seconde opération vise à optimiser la mobilisation des ressources internes et l'efficacité des dépenses publiques.

Ce programme se concentre sur des secteurs clés comme la santé et l'approvisionnement en eau, tout en renforçant la transparence fiscale et la gestion des entreprises publiques. Il devrait également permettre de renforcer la responsabilité de l'Etat dans l'utilisation des ressources, tout en prenant en compte les enjeux climatiques et de genre.

Il faut souligner que malgré ses ressources naturelles abondantes et une population dynamique, le Cameroun cherche encore à accélérer sa croissance vers une économie durable. Bien que la croissance ait progressé à 3,9% en 2024 par rapport à 3,3% en 2023, selon les chiffres du FMI, des défis persistants tels que l'insuffisance des investissements publics, la hausse des prix et des tensions sécuritaires continuent d'entraver son développement.

Un autre défi majeur réside dans la faible mobilisation des ressources fiscales, limitant le financement des services publics. Pour y remédier, l'Etat a lancé des réformes visant à améliorer la transparence et l'efficacité des finances publiques, à travers le Plan stratégique de réformes 2024-2027. Ces efforts commencent à porter leurs fruits : la note de transparence budgétaire est passée de 34/100 en 2021 à 50/100 en 2023, faisant du pays le troisième en Afrique, selon l'enquête sur le budget ouvert (EBO). Cependant, des lacunes persistent, notamment en matière d'efficacité des dépenses. Une tendance que les autorités espèrent inverser grâce à l'appui de partenaires techniques tels que la Banque mondiale.

O.K

## FINANCEMENT DURABLE

# Comment le Cameroun entend utiliser les 27 milliards de Fcfa du FMI

Le Cameroun bénéficie désormais, depuis le 12 mars, d'un accord de financement de 27 milliards Fcfa de la part du Fonds monétaire international (FMI) au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Il s'agit, selon le FMI, d'un financement abordable et à long terme permettant à des pays engagés dans des réformes de réduire les risques pour la stabilité future de leur balance des paiements, notamment ceux liés au changement climatique et aux pandémies.



Pour améliorer la gestion et la transparence des finances publiques Commerce

Dans un rapport de mars 2025 sur le « Cadre de financement durable », qui fixe la stratégie de développement durable au Cameroun, le ministère des Finances indique comment seront utilisés les fonds provenant de la FRD du FMI. « Cette facilité contribuera à remédier aux facteurs de vulnérabilité face aux changements climatiques en aidant les autorités à renforcer le cadre institutionnel du pays en matière de gouvernance et de coordination des politiques liées aux changements climatiques », fait savoir le ministère des Finances.

La FRD va également permettre d'« intégrer l'action climatique dans la gestion des finances publiques », ajoute ce département ministériel. La Facilité du FMI contribuera également à « renforcer les politiques nationales d'adaptation et à intensifier les initiatives d'atténuation des changements climatiques ».

Il est à noter que c'est la deuxième fois que le Cameroun bénéficie de la FRD de l'institution de Bretton Woods. Le pays est en effet lié au FMI par cette Facilité depuis janvier 2024. Le Cameroun avait déjà bénéficié d'un premier accord de 45,4 millions de dollars. À l'issue du deuxième accord, 45,9 millions de dollars sont désormais disponibles pour le pays, portant le total des décaissements au titre de la FRD à ce jour à 91,3 millions de dollars (54 milliards FCFA), indique le FMI dans un communiqué du 12 mars.

Il est à rappeler que ledit communiqué, rendu public à l'issue d'un Conseil d'administration du FMI, porte également sur les septièmes revues des accords au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) d'un montant de 73 millions de dollars, soit 43 milliards FCFA, en faveur du Cameroun. Par ailleurs, le FMI précise que la FRD a une « échéance de 20 ans, assortie d'une période de grâce de 10 ans et demi durant laquelle aucun remboursement de principal n'est exigé ».

Omer Kamga

## INSTITUTIONS FINANCIERES

# La Cobac veut réviser ses règles sur la gestion provisoire et la liquidation

Le régulateur bancaire de la Cemac lance un appel à candidatures pour sélectionner un pool d'experts en administration provisoire et en liquidation d'établissements financiers. Objectif : renforcer la gestion des crises et assurer la stabilité du secteur en encadrant mieux les interventions sur les banques, établissements financiers, microfinances, établissements de paiement et bureaux de change.



Renforcer la supervision et l'efficacité des interventions sur un secteur

La Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac) prépare une réforme des procédures d'administration provisoire et de liquidation des établissements sous

financiers, structures de microfinance, établissements de paiement et bureaux de change.

son contrôle. Dans ce cadre, elle a ouvert le 11 mars 2025, un processus de sélection destiné aux spécialistes des métiers bancaires et des procédures collectives d'apurement du passif. Ces experts pourront être désignés par le régulateur du secteur bancaire de la Cemac, en tant qu'administrateurs provisoires ou liquidateurs pour gérer les établissements en difficulté, notamment les banques, établissements financiers, structures de microfinance, établissements de paiement et bureaux de change.

Cette démarche vise à renforcer la supervision et l'efficacité des interventions sur un secteur qui comptait au 31 décembre 2022, 52 banques commerciales, 9 établissements financiers, 431 institutions de microfinance et 5 établissements de paiement, selon la BEAC. Car jusqu'ici, c'est l'autorité monétaire nationale de chaque pays qui propose les profils à la Cobac. Ainsi, avec la nouvelle procédure en cours, le gendarme du secteur bancaire devrait désormais sélectionner et nommer les administrateurs provisoires et autres liquidateurs parmi les experts qu'il aura retenus à l'issue dudit processus.

### DES CRITÈRES DE SÉLECTION EXIGEANTS

Ainsi, les candidats doivent présenter un dossier complet et rigoureux. Outre les pièces administratives usuelles – déclaration de manifestation d'intérêt, pièce d'identité ou extrait du Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM), attestation de domiciliation

bancaire et curriculum vitae détaillé –, la Cobac exige également un état des prestations similaires déjà effectuées. Ces références doivent être accompagnées d'attestations de bonne exécution délivrées par une autorité administrative ou judiciaire compétente, garantissant ainsi la fiabilité et l'expertise des postulants.

Par ailleurs, les critères de sélection ont été renforcés afin d'assurer un niveau élevé de compétence. Seuls les experts justifiant d'au moins 10 ans d'expérience dans des fonctions d'encadrement bancaire peuvent prétendre à ces missions. Ils doivent également posséder une connaissance approfondie des cadres législatifs et réglementaires relatifs à l'administration provisoire et à la liquidation des établissements sous contrôle de la Cobac. Ce durcissement des exigences vise à renforcer la stabilité du système bancaire de la Cemac et à optimiser la gestion des crises financières.

## CEMAC CAPITAL MARKET AWARDS 2025

# L'actionnariat populaire au cœur de la 3e édition à Douala

L'évènement Cemac's Market Awards (Cema), en sa 3e édition, se prépare sous l'égide de La Lettre Sarl, dirigée par Salomon Douala Epalle. Un point de presse s'est tenu à cet effet le 14 mars 2025 à Douala, au siège de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), en présence de Dr Louis Banga Ntolo, Directeur général de cette institution qu'accompagnait la société de bourse Emerald Securities Services (ESS Bourse S.A), partenaire de l'évènement.

Cette initiative vise à reconnaître les contributions significatives au marché financier dans la zone Cemac, encourageant ainsi les acteurs de la bourse à partager leurs performances financières. La 3e édition, qui se tiendra du 8 au 9 avril 2025, a pour thème central « Actionnariat Populaire en Afrique Centrale : Contours, enjeux et défis » car selon les organisateurs, « l'actionnariat populaire participe de l'inclusion financière élargie aux titres de marché ; il constituerait au même titre que l'inclusion bancaire, un vecteur de la croissance économique et la justice sociale ».

Le colloque de cet évènement de haut niveau vise à identifier les enjeux politiques, juridiques, sociaux, microéconomiques de l'actionnariat populaire afin d'en projeter les contours qu'il convient pour les économies des pays de la Cemac et explorer les mécanismes performants et autres mesures à prendre pour favoriser le développement d'une épargne financière au service de la résilience de nos économies.

Dans le contexte africain actuel, Salomon Douala Epalle souligne que l'actionnariat populaire pouvait paraître voué à l'échec, en raison de la position dominante des groupes étrangers peu enclins à favoriser l'essor d'un capitalisme populaire local, de la réticence des capitaines d'industrie locaux à ouvrir le capital de leurs sociétés à des investisseurs autres que « familiaux », de la propension de certains

gouvernements à vouloir maintenir dans le giron de l'Etat, les entreprises publiques du secteur marchand ou à les céder bien souvent aux seuls investisseurs étrangers.

Pour Dr Louis Banga Ntolo, l'actionnariat populaire est « un facteur de socialisation » car il participe à l'inclusion financière et au renforcement de la solidarité entre les citoyens. « Ça permet aussi à ce que les populations de la Cemac puissent participer à la gouvernance des entreprises, de prendre part à des assemblées, de donner leur point de vue dans l'orientation de la gestion et de sécuriser la performance des entreprises » a-t-il déclaré.

Dans la mouvance de la création ou du développement des bourses des valeurs, les Etats mettent en place des incitations de tout ordre à l'entrepreneuriat collectif par l'ouverture du capital social des entreprises au large public des investisseurs tant institutionnels que de particuliers. Des programmes d'éducation financière sont initiés ou encouragés pour promouvoir la culture boursière au sein des populations. Le phénomène de l'actionnariat populaire est une réalité qui s'affirme de plus en plus sur le continent, depuis son amorçage dès les années 1980 en côte d'Ivoire dans le cadre de la politique gouvernementale d'Ivoirisation du capital.

En Afrique centrale par contre, la dynamique est à la traîne. Certaines législations notamment au Cameroun et au Gabon admettent la

possibilité de cession des actifs public à une ou plusieurs entité (s) privée (s), sans accorder expressément une place de choix au public des épargnants locaux. Bien que le tableau des introductions en bourse présente quelques exemples de cessions des participations publiques par le marché financier, les privatisations d'entreprises publiques pour des raisons multiples. La gestion des programmes de privatisation parfois entachée d'insuffisance technique et opérationnelle souffre d'une perception à la limite négative, tant parmi les opérateurs privés nationaux que parmi les populations.

Le présent colloque a ainsi pour objectif général de mettre en commun les approches juridique, économique, politique, sociologique, technologique et socio-anthropique de l'actionnariat populaire afin de procéder à son évaluation et celle de son encadrement politique et juridique, de faire converger lesdites approches et de proposer des pistes de solutions pour un système financier favorable à l'actionnariat



Proposer des pistes de solutions pour un système financier favorable à l'actionnariat populaire

populaire, gage de la souveraineté économique des Etats.

Outre la Bvmac, l'évènement attire le soutien d'autres institutions, dont Emerald Securities Services Asset Management Bourse, filiale du groupe Emerald Securities Services, agréée par la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf). Leur participation témoigne de la crédibilité et de la rigueur de l'organisation des Cema.

André Noir

## FINANCEMENT DES PROJETS VERTS

# Un mémorandum d'entente entre le Cameroun et l'Italie en discussion

Reçu en audience mardi 18 mars 2025 au ministère de l'Environnement, de la protection de la nature et du développement durable (Minepded), l'ambassadeur d'Italie au Cameroun, Filippo Scammacca del Murgo, est venu présenter un projet de mémorandum d'entente au gouvernement camerounais.



Identifier des initiatives susceptibles d'être financées

D'après une communication du Minepded, ce projet de mémorandum d'entente est un « document technique », qui permettra au Cameroun et à l'Italie « d'identifier des initiatives susceptibles d'être financées ».

Ces initiatives peuvent concerner des secteurs tels que la gestion des déchets, les projets de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Redd+), ou encore le marché carbone.

Le Cameroun a à disposition deux documents stratégiques, qui identifient déjà de nombreux projets susceptibles de bénéficier de ces financements. Il s'agit tout d'abord du Cadre de

financement durable, qui dévoile sa stratégie de captation des financements pour une économie verte. Le gouvernement a également élaboré sa Stratégie nationale de développement durable, dont le but est d'intégrer au mieux les préoccupations environnementales dans les processus décisionnels et l'établissement des priorités du gouvernement, au même titre que les priorités économiques et sociales du pays.

Le Minepded, Pierre Hélé, a assuré à l'ambassadeur italien que son département ministériel prendrait les mesures appropriées pour que ce projet de mémorandum d'entente prospère.

Cédric Boyomo

## HYDROCARBURES

## Les exportations attendues en baisse de 7,5% en 2025

La diminution des exportations d'hydrocarbures, qui englobent le pétrole, le gaz naturel liquéfié ainsi que les carburants et lubrifiants (selon la nomenclature de l'INS), aura des répercussions majeures sur les revenus pétroliers du Cameroun et sur sa croissance économique.



La baisse de la production est constante

Selon Fitch Solutions, filiale du groupe Fitch spécialisée dans l'analyse économique et sectorielle, les exportations d'hydrocarbures du Cameroun devraient reculer de 7,5 % en 2025. Cette prévision figure dans sa note sur le risque pays publiée le 3 mars 2025.

Sur la base des volumes exportés en 2023, estimés à 4.630.000 tonnes selon le rapport Commerce extérieur 2023 de l'Institut national de la statistique (INS), cette baisse impliquerait une réduction des exportations à 4.282.750 tonnes en 2025. Ces exportations concernent le pétrole, le gaz naturel liquéfié ainsi que les carburants et lubrifiants, conformément à la nomenclature de l'INS.

Bien que le document n'explique pas explicitement les causes de cette contraction des exportations d'hydrocarbures, elle semble principalement liée à une baisse de la production nationale. « Selon notre équipe Pétrole et Gaz, la production d'hydrocarbures se contractera de 1,7 % », indique Fitch dans son rapport. Ainsi, cette diminution affectera particulièrement le pétrole brut. D'après les projections du «Rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales et financières de la nation», la production pétrolière du Cameroun devrait passer de 22,9 millions de barils en 2024 à 20,7 millions de barils en 2025, soit une baisse de 2,2 millions de barils (-9,6%) en glissement annuel. Cette situation est directement liée au vieillissement et au tarissement des champs pétroliers camerounais.

« La baisse de la production est constante. Ça veut tout simplement dire qu'on n'arrive pas (encore) à remplacer nos réserves en pétrole. Dans notre industrie pétrolière, il y a un ratio production-découverte pour pouvoir balancer les réserves. Quand les réserves ne sont pas remplies, les gisements (champs pétroliers) tarissent. Et quand les champs pétroliers tarissent, cela entraîne automatiquement la baisse de la production parce que, entretemps, il n'y a pas de nouveaux champs qui sont mis en production pour palier la situation », explique Bareja Youmssi, expert en mines et pétrole, enseignant-chercheur rattaché à l'École Polytechnique de Bamenda dans le Nord-Ouest du pays.

Or, une baisse de la production entraîne mécaniquement une diminution des exportations, impactant directement les recettes pétrolières du pays. Une situation qui est davantage exacerbée par la fluctuation des cours mondiaux du pétrole. Ainsi, la loi de finances rectificative 2024 du Cameroun prévoit des recettes pétrolières de l'ordre de 734,8 milliards de Fcfa en 2025, en baisse de 66,8 milliards de Fcfa (-8,3%) comparé aux objectifs de la loi de finances initiale. Ce qui aura par ailleurs un impact sur les recettes globales d'exportations du pays.

Rémy Ngassana

## ÉMISSIONS DES TITRES PUBLICS

## En 15 ans, le Cameroun a remboursé près de 7000 milliards de Fcfa d'emprunts

Depuis le lancement du tout premier emprunt obligataire de l'Etat du Cameroun en décembre 2010, le Trésor public a remboursé 6899,7 milliards de Fcfa d'emprunts contractés sur différents marchés des capitaux, par émissions de titres publics. Le chiffre a été révélé le 27 février 2025 à Douala, la capitale économique, au cours d'un séminaire organisé en partenariat avec le ministère des Finances, sur le thème : « les financements structurés : un outil nécessaire pour le développement des infrastructures ».



Tous ces remboursements ont été effectués

À en croire Samuel Tela, le directeur de la trésorerie au ministère des Finances (Minfi), qui a annoncé ce chiffre, tous ces remboursements ont été effectués « sans différé de date », c'est à dire à l'échéance convenue. Ce qui témoigne « d'une confiance grandissante dans la signature du Cameroun » sur les marchés des capitaux, et « de l'attractivité de (ses) instruments financiers », souligne le ministre des Finances. Louis Paul Motazé s'exprimait ainsi le 13 février 2025 à Douala, au cours de la cérémonie de présentation aux investisseurs du programme de financement de l'Etat

pour l'exercice budgétaire 2025. Selon les données révélées par le ministère des Finances à l'occasion du séminaire sus-mentionné, au cours de la période sous-revue, le Trésor public camerounais a mobilisé sur différents marchés des capitaux une enveloppe totale de 8646 milliards de Fcfa, au moyen d'émissions de titres publics. Sur ce volume global des emprunts, apprend-on, 1206,2 milliards de Fcfa ont été levés grâce à des emprunts obligataires lancés à la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), le marché financier unifié des pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA), basé à Douala au Cameroun. Dans le même temps, indique-t-on au Minfi, 1235,7 milliards de Fcfa ont été mobilisés sur les marchés financiers internationaux, à travers

des émissions d'eurobonds et des placements privés. Tandis que sur le marché des titres publics de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), l'institut d'émission commun aux six pays de la Cemac, le Cameroun a emprunté un peu plus de 6204 milliards de Fcfa depuis le lancement dudit marché en 2011.

Officiellement, ces financements ont permis, d'une part, de pouvoir gérer les tensions ponctuelles de la trésorerie publique, à travers notamment les émissions de bons du Trésor assimilables (BTA), qui sont des titres de court terme dont la maturité ne dépasse pas un an. Il s'est également agi, d'autre part, de financer plusieurs projets d'infrastructures dans le pays, au moyen cette fois-ci des émissions d'obligations du Trésor assimilables (OTA) sur le marché monétaire (BEAC), des obligations du Trésor (OT) sur le marché financier sous régional (Bvmac), ou encore des eurobonds sur le marché international. Tous ces titres sont des valeurs de longues maturités (3 à 10 ans, voire plus), plus adaptées au financement des infrastructures.

Paul Nkala

## INFRASTRUCTURE ROUTIERE

## La BEI veut débloquent 120 milliards Fcfa pour le projet de contournement de Yaoundé

La Banque européenne d'investissement (BEI), bras financier de l'Union européenne, envisage d'octroyer un prêt de 120 milliards de FCFA au Cameroun pour le projet de construction de la voie de contournement de Yaoundé. Cet argent, dont le déblocage doit encore être validé par le conseil d'administration de l'institution, servira à financer les travaux de la section Nkozoa- Minkoameyos (autoroute Yaoundé-Douala) longue de 22,8 km et dont le coût est estimé à 175 milliards Fcfa. La BEI s'engage par ailleurs à superviser le respect des normes environnementales et sociales européennes, conformément aux directives sur l'évaluation des incidences environnementales (EIE) et la protection des habitats naturels.

« Le contournement de Yaoundé, en particulier la section T3, a un double objectif : d'une part, améliorer le transport régional en contournant la congestion de Yaoundé, un goulot d'étranglement majeur sur les principales routes économiques d'Afrique centrale ; d'autre part, promouvoir un développement urbain plus durable de Yaoundé en décongestionnant le centre-ville et en détournant le trafic local vers le contournement par le biais de routes radiales », peut-on lire sur le site web de l'institution européenne.

Si, approuvé, ce premier financement permettrait au pays d'avancer dans la matérialisation de cette infrastructure dont le coût global est estimé à 794 milliards de Fcfa. Le pays peine à effet à mobiliser les financements nécessaires pour ce projet. Entre 2017 et 2024, les autorités ont multiplié les tables rondes pour tenter de convaincre les investisseurs sans réel succès. L'implication d'une institution de la taille de la BEI pourrait, toutefois, faciliter l'attrait des financiers notamment privés.

Longue sur 90 km, la voie de contournement

de Yaoundé vise à décongestionner le trafic routier dans la capitale du Cameroun. Plus généralement, l'intention est de fluidifier au maximum le corridor entre Kribi-Douala et Ndjamen, au Tchad, représentant un axe central pour le commerce de la région. En termes d'ouvrages il sera aménagé dans de ce projet, 16 échangeurs, 03 ponts, 13 passages supérieurs, 1 passage inférieur et plusieurs dalots.

En terme de retombées économique, le projet devrait « dégager des avantages financiers de l'ordre de 4 145 milliards de Fcfa générés essentiellement par le gain de temps (75 %), la réduction des coûts d'exploitation des véhicules (14%), la plus-value foncière (9%) et finalement les taxes générées à l'état pendant la période de construction (1%) », fait savoir l'institution



Des financements nécessaires mobilisés pour ce projet

européenne.

Pour rappel, les travaux de construction de la voie de contournement de Yaoundé sont répartis en quatre sections : la section T1 (Mbankomo- Nkolmeyang d'environ 36 km); la Section T2 (Nkolmeyang- Nkozoa 22 km); la section T3 (Nkozoa- Minkoameyos 22,8 km) et la T4 (Minkoameyos - Mbankomo environ 9 km).

Omer Kamga

## DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE

# Le Minrex élabore une stratégie pour impliquer la diaspora

Le gouvernement, à travers le ministère des Relations extérieures (Minrex), a officiellement lancé, le 18 mars 2025 à Yaoundé, un projet pour dynamiser l'engagement de sa diaspora dans le développement socioéconomique du pays. Ce projet, intitulé « Stratégie nationale de mobilisation de la diaspora en faveur du développement socioéconomique du Cameroun », est réalisé en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

D'une durée de deux ans (février 2025 - janvier 2027), il vise à accompagner le gouvernement dans l'élaboration d'une stratégie nationale pour maximiser l'impact des contributions de la diaspora camerounaise au développement durable et inclusif du pays, tout en tenant compte des questions de genre. Le projet est financé par le Fonds de l'OIM pour le développement à hauteur de 300 000 dollars (soit environ 180,55 millions de FCFA). Il bénéficie également du soutien d'un autre projet mis en œuvre par l'OIM et financé par l'Union européenne (UE) pour un montant de 10 millions d'euros (environ 6,5 milliards de FCFA), indique Abdel Rahmane Diop, chef de mission de l'OIM au Cameroun.

Selon Chinmoun Oumarou, secrétaire général du Minrex, « le Cameroun compte environ 6 millions de personnes réparties dans les 5 continents avec une forte concentration en Afrique, soit près de 15% de la population totale du pays, et elles contribuent à plus de 1% au PIB au titre des transferts de fonds

vers les familles ». Ces expatriés jouent un rôle essentiel dans l'économie de leur pays d'origine, notamment par les transferts de fonds, les investissements dans des projets locaux et la promotion de l'image du Cameroun à l'étranger. Cependant, malgré l'importance de cette communauté, la mobilisation de ses ressources financières reste encore limitée. En 2024, les Camerounais de l'étranger ont envoyé 603 millions de dollars (plus de 362 milliards de FCFA), représentant 1,1% du PIB, selon les données de la Banque mondiale.

Bien que substantiels, ces flux financiers restent toutefois sous-exploités par rapport à leur potentiel. Par exemple, dans un pays comme la Gambie, les transferts de la diaspora représentent plus de 20% du PIB. D'après le SG du Minrex, cette sous-exploitation des ressources financières de la communauté camerounaise à l'étranger s'expliquerait par « l'absence d'un cadre stratégique de mobilisation de notre diaspora [qui] ne facilite pas la définition et l'adaptation des politiques et initiatives prises par le gouvernement à l'endroit de cette frange

de la population », dit-il. En réponse à cette problématique, le gouvernement camerounais a sollicité l'assistance technique et financière de l'OIM pour élaborer une stratégie nationale de mobilisation de la diaspora en faveur du développement socioéconomique du Cameroun.

Le projet lancé ce mardi par le Cameroun et l'OIM vise notamment à « amplifier et adapter les différentes politiques publiques de développement que [le Cameroun] élabore en faveur de la diaspora en vue de les rendre encore plus inclusives », explique Chinmoun Oumarou. Il permettra notamment de dresser la cartographie des compétences des membres de la diaspora, de créer un répertoire des entrepreneurs et investisseurs expatriés, et de mieux comprendre les profils des Camerounais vivant à l'étranger. Cette



Lejeune Mbella Mbella, Ministre des relations extérieures

initiative est alignée sur la Stratégie nationale de développement 2030 (SND30) du Cameroun, qui identifie la diaspora comme un levier essentiel pour son financement.

Omer Kamga

## ASSEMBLEE GENERALE DE LA BAD

# Les corridors régionaux, moteurs de l'intégration continentale

« Ce n'est qu'à travers les corridors régionaux que nous pourrons faire circuler facilement les biens et les services sur le continent, réduire les coûts de transport, promouvoir l'intégration et parvenir à un développement économique efficace », a rappelé récemment Akinwumi Adesina, le président du Groupe de la Banque africaine de développement.



Promouvoir l'intégration et parvenir à un développement économique efficace

Les investissements majeurs dans les corridors régionaux africains constituent un pilier essentiel des stratégies qui seront au centre des discussions lors des Assemblées annuelles 2025 du Groupe de la Banque africaine de développement qui se tiennent à Abidjan du 26 au 30 mai prochains sur le thème : « Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement ». En transformant ces axes routiers et ferroviaires en artères économiques vitales, le continent mobilise l'un de ses capitaux les plus précieux : sa position géographique et sa capacité à créer des marchés intégrés. Ces corridors désenclavent non seulement les économies nationales, mais valorisent aussi les immenses ressources naturelles et agricoles actuellement sous-exploitées, faute d'accès aux marchés.

Avec plus de 50 milliards de dollars investis dans les infrastructures au cours de la dernière

décennie, la Banque est devenue le premier bailleur de fonds multilatéral dans ce domaine en Afrique.

### DES RÉALISATIONS EMBLÉMATIQUES D'UNE INTÉGRATION EN MARCHÉ

Piliers de la politique d'intégration continentale promue par la Banque africaine de développement, les connexions d'infrastructures transfrontalières ont avancé à grands pas depuis 2015.

Parmi les infrastructures déjà opérationnelles et vecteurs d'intégration figure notamment l'autoroute Bamenda-Enugu entre le Cameroun (Afrique centrale) et le Nigéria (Afrique de l'Ouest). Autre réalité qui a transformé le quotidien de millions d'Africains, le pont Sénégalais, attendu depuis 50 ans par les populations du Sénégal et de la Gambie, a été inauguré en janvier 2019. Bientôt, Mauritanien

et Sénégalais conjugueront leurs cauchemars au passé grâce au pont de Rosso, financé pour moitié par la Banque, soit près de 41 millions d'euros. L'ouvrage, qui enjambe le fleuve Sénégal, doit entrer en fonction en 2026.

En Afrique centrale, le Fonds africain de développement finance le corridor de transport multimodal entre la République centrafricaine et le Congo Brazzaville, une section essentielle du corridor allant de Pointe-Noire jusqu'à N'Djamena.

En Afrique de l'Est et dans la région des Grands Lacs, les corridors transfrontaliers, avec le soutien de la Banque, permettent actuellement d'élargir l'accès aux marchés et renforcent l'intégration sous-régionale et continentale.

En Afrique australe, l'investissement de la Banque dans le corridor Mozambique-Beira contribue, lui aussi, à réduire les coûts de transport de marchandises pour le Mozambique, le Zimbabwe et la Zambie. L'institution a également financé le corridor Nord-Sud pour renforcer la connectivité dans la région des Grands Lacs et l'intégration de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui passe notamment par le corridor de Nacala. Mégaprojet logistique, le projet ferroviaire et portuaire de Nacala au Mozambique, d'une valeur estimée de 2,7 milliards de dollars, reliant le Mozambique et le Malawi, constitue un couloir régional stratégique pour la sous-région. Autre projet de transport multimodal qui s'étend sur plusieurs milliers de kilomètres, le corridor stratégique de Lobito, a été conçu pour faciliter le transport des minerais et autres marchandises depuis les régions riches en ressources de la République démocratique du Congo (RDC) et de la Zambie jusqu'au port de Lobito, sur la côte atlantique angolaise. Maillon clé pour le développement économique de la sous-région, ce corridor sera bientôt une réalité grâce au cofinancement de la Banque et d'autres partenaires bilatéraux et institutionnels.

LA ZLECAF, DEUXIÈME PLUS VASTE MARCHÉ INTÉGRÉ AU MONDE

Point d'orgue de cette stratégie d'intégration continentale qui figure dans la liste des « High 5 » du Groupe de la Banque, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), opérationnelle depuis janvier 2021, est la promesse d'un marché commun riche de 1,5 milliard de consommateurs et d'un PIB combiné d'environ 3 400 milliards de dollars américains. D'ici à 2035, la mise en œuvre de la ZLECAF aura connu une avancée considérable en s'appuyant sur les communautés économiques régionales. Les connexions d'infrastructures transfrontalières et l'amélioration de la gestion des frontières - par la réduction des barrières tarifaires et réglementaires - auront rendu le commerce entre pays africains plus rapide et moins coûteux, avec une hausse estimée de 52 % des échanges.

Fin 2024, le Groupe de la Banque avait déjà facilité plus de 3 000 transactions commerciales impliquant 170 institutions financières dans les pays africains pour une valeur commerciale cumulée de plus de 12 milliards de dollars depuis le lancement du programme de financement du commerce de la Banque. Simple preuve de son leadership affirmé pour formaliser la Zlecaf, la Banque a financé l'ouverture de son secrétariat à Accra, au Ghana et poursuit son appui pour le renforcement de ses capacités opérationnelles et institutionnelles.

En octobre 2024 à Kigali, une forte délégation de l'institution a pris part au Forum des affaires de la Zlecaf. Ousmane Fall, directeur par intérim du Département du développement industriel et commercial de la Banque, a réitéré, à cette occasion, le soutien de l'institution aux 54 pays du continent par le biais d'une stratégie visant à répondre aux besoins d'investissements en matière de politiques et réglementations, d'infrastructures de corridors, de technologies et de solutions de connectivité.

Placide Onguéné

## CONJONCTURE

## CRÉDITS BANCAIRES

## Les PME, grandes gagnantes de la variation des taux d'intérêt au Cameroun à fin septembre 2024

Au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2024, les taux d'intérêts moyens pratiqués par les banques en activité au Cameroun ont globalement chuté de 62 points, atteignant 8,29%, après 8,91% un an plus tôt.



Une Pme Camerounaise

Selon le rapport de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) sur les taux débiteurs pratiqués par les établissements de crédit au cours de la période, l'embellie observée autour des taux d'intérêts bancaires est principalement portée par la baisse de la rémunération des concours financiers apportés aux PME, qui constituent l'essentiel du tissu industriel du Cameroun (environ 80%).

En effet, selon les données de la BEAC, entre juillet et septembre 2024, les taux d'intérêts bancaires au Cameroun ont

progressé pour tous les autres agents économiques, sauf pour les PME et les grandes entreprises. Si pour cette dernière catégorie d'entreprise la rémunération des crédits bancaires est restée stable à 6,88% entre les 3<sup>e</sup> trimestres 2023 et 2024, pour les PME, les taux d'intérêts pratiqués par les banques ont significativement reculé. Concrètement, la baisse enregistrée est de 3,26% (326 points de base), passant de 12,24% à fin septembre 2023 à seulement 8,98% un an plus tard.

Le rapport de la banque centrale des six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA) n'explique pas les raisons de cette sorte de magnanimité des banquiers pour les PME, pourtant souvent présentées comme le parent pauvre de l'accès au financement bancaire au Cameroun et en Afrique en général. Mais, à l'observation, cette réalité peut découler des initiatives des organismes financiers

internationaux (SFI, Proparco, BEI, etc.), qui multiplient ces dernières années l'ouverture de lignes de crédit et de garantie dans les banques commerciales du pays, afin que celles-ci accordent des crédits aux PME à des taux préférentiels.

Une politique monétaire austère

Une attention particulière des bailleurs de fonds dont ne bénéficient pas souvent les particuliers, dont les taux d'intérêts moyens dans les banques ont augmenté de 77 points à fin septembre 2024, en glissement annuel. Selon les données compilées par la BEAC, ces taux se sont situés à 15,75%, contre 14,98% à fin septembre 2023. A titre de comparaison, l'on enregistre une différence de 6,77% (677 points) entre les taux moyens servis aux particuliers et ceux dont bénéficient les PME sur la même période.

Les autres personnes morales, en dehors des PME et des grandes entreprises, ne sont pas mieux loties. A en croire la banque centrale, leurs taux d'intérêts bancaires ont augmenté de 470 points entre les 3<sup>e</sup> trimestres 2023 (14,18%) et 2024 (18,88%). « Le taux débiteur moyen des crédits aux administrations publiques et aux collectivités

locales a progressé entre les troisièmes trimestres 2023 et 2024, passant de 14,81% à 16,54% », rapporte encore la BEAC.

À l'analyse, cette hausse des taux d'intérêts bancaires, qui a même été drastique pour les particuliers et les autres personnes morales en dehors des PME et grandes entreprises, peut être la conséquence de la politique monétaire d'austérité mise en place par la banque centrale fin 2021, et qui s'est poursuivie jusqu'en 2024. Matérialisée par la hausse des taux directeurs de la BEAC, l'intensification des opérations de reprise de liquidité dans les banques et la suspension des injections de la liquidité dans les établissements de crédit, cette politique, selon la BEAC, visait à restreindre l'accès au crédit des agents économiques, pour combattre l'inflation. Seules les PME ont visiblement échappé à ce resserrement de l'étau autour du crédit bancaire, grâce aux facilités mises en place par les financiers internationaux ayant ouvert aux banques des lignes de crédit et de garantie spécialement dédiées aux financements de cette catégorie d'entreprise.

Paul Nkala

## ENDETTEMENT

## La dette publique grimpe à 14.237 milliards de Fcfa à fin décembre 2024

Dans sa note de conjoncture sur la dette publique camerounaise au 31 décembre 2024, publiée ce mois de mars 2025, la Caisse autonome d'amortissement révèle que les emprunts contractés par l'État et ses démembrements ont connu une croissance de 7,8% en glissement annuel. Concrètement, cette dette a atteint 14 237 milliards de FCFA, représentant 45,6% du PIB du pays.

La dette publique du Cameroun a atteint 14 237 milliards de Fcfa à fin décembre 2024. Dans sa note de conjoncture sur la dette publique au 31 décembre 2024, la Caisse autonome d'amortissement (CAA), le bras séculier de l'État en matière de gestion de la dette publique précise que cet encours représente 45,6% du PIB. A l'observation, le taux d'endettement (ratio entre la dette publique et le PIB national) a évolué, venant de 41,8% d'après la Banque africaine de développement (BAD) en 2023, soit une hausse de 3,8% en glissement annuel.

Le gestionnaire de la dette publique au Cameroun ne donne pas les raisons de cette envolée. Mais ceci pourrait s'expliquer par une progression plus rapide du taux d'endettement par rapport à la croissance économique, quand on sait que le Cameroun a enregistré un taux de croissance économique de 3,8% en 2024 après 3,3% un an

plus tôt soit une évolution de moins de 1% sur 12 mois. Toutefois, « cette dynamique, bien que modérée à court terme, s'inscrit dans une trajectoire maîtrisée, conforme aux orientations de la Stratégie d'endettement à Moyen Terme (2024-2026), qui vise un niveau de 50% du PIB à l'horizon 2026, en dessous du seuil de critère de convergence sous régionale de 70% du PIB », se satisfait la CAA.

Dans le détail, comparé à fin décembre 2023 où elle était évaluée à 13 211 milliards de Fcfa, la dette publique a augmenté de 1 026 milliards de Fcfa (+7,8%). Elle est principalement dominée par l'administration centrale qui détient 13 187 milliards de Fcfa soit 92,6% de l'enveloppe suivie des entreprises publiques qui concentrent 1 024 milliards de Fcfa (7,2%) et les Collectivités territoriales décentralisées qui occupent 0,08% (26 milliards de Fcfa).

A en croire la CAA, la hausse de la dette publique (composée de la dette extérieure et de la dette intérieure) du Cameroun est soutenue par le au compartiment dette extérieure qui a bondi de 733 milliards de Fcfa (+9,1%) pour s'établir à 8 757 milliards de Fcfa en 2024. La dette intérieure quant à elle a atteint 4 431 milliards de Fcfa en 2024 contre 4 109 milliards de Fcfa un an plus tôt, soit une progression de 322 milliards de Fcfa (+7,8%).

Omer Kamga



Immeuble Siège de la Caisse Autonome d'Amortissement

## ROUTE NGAOUNDÉRE-GAROUA

## Deux accords de financement de 216 milliards Fcfa signés

Le gouvernement du Cameroun et la Banque africaine de développement (BAD) ont signé, le 19 mars 2025 à Yaoundé, deux accords de financement d'un montant de 216 milliards de Fcfa. Ce financement est destiné à la reconstruction de la route Ngaoundéré-Garoua, un tronçon long de 242 km qui relie les régions de l'Adamaoua et du Nord.



Pour la reconstruction de la route Ngaoundéré-Garoua, long de 242 km

Cette route fait partie du corridor clé reliant la ville camerounaise de Douala à N'Djamena, la capitale du Tchad. Cependant, cette route est actuellement en très mauvais état, ce qui rend son usage compliqué et accroît considérablement les coûts et le temps de transport pour les usagers.

Outre la reconstruction de la route elle-même, l'entente avec la BAD inclut également des projets d'aménagements socioéconomiques le long

du projet. « 216 milliards, c'est la contribution de la BAD pas seulement pour reconstruire la route, mais engager aussi des opérations de relèvement socioéconomique dans toutes les contrées qui seront traversées par cette route afin d'assurer l'inclusion économique, de donner plus d'opportunités aux jeunes femmes en matière d'emploi et de rétablir la mobilité, la connectivité nécessaire à un commerce transfrontalier dynamique », a précisé Alamine Ousmane Mey.

Les travaux de reconstruction de la route Ngaoundéré-Garoua sont programmés pour débuter en avril 2025, assure-t-on aussi bien du côté du Cameroun que de la BAD. Cette initiative fait partie de la quatrième phase du Programme d'appui au secteur des transports (PAST), dont la période de mise en œuvre s'étend du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2030. Le ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi, a signé, le 11 décembre 2024, un appel d'offres international pour la sélection des

entreprises chargées des travaux. Selon cet appel, les travaux seront répartis en cinq lots, chacun avec des spécifications et des délais d'exécution distincts. Les soumissionnaires avaient jusqu'au 30 janvier 2025 pour envoyer leurs offres. Pour le moment, les noms des entreprises retenues n'ont pas encore été divulgués.

Pour rappel, le financement de cette section du corridor Douala-N'Djamena est en grande partie assuré par un prêt de 318,24 millions d'euros (soit 216 milliards de FCFA) accordé par la BAD. Ce prêt a été approuvé le 13 septembre 2024, dans le cadre de la quatrième phase du PAST. En plus de ce prêt, un financement supplémentaire de 12,24 millions d'euros (environ 8 milliards de FCFA) a été mis à disposition par le Fonds africain de développement, un guichet à taux concessionnel de la BAD.

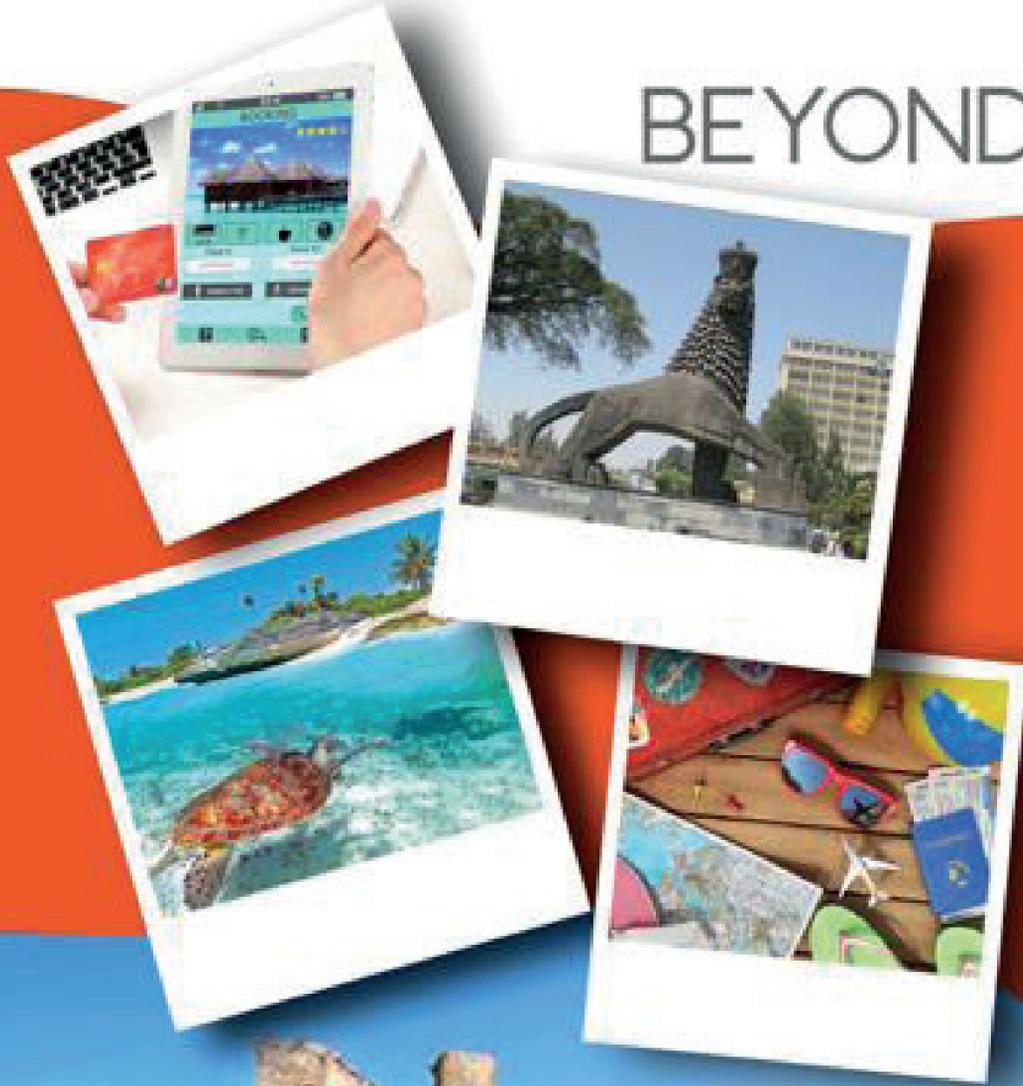
Placide Onguéné



# Akiba

TRAVEL SERVICES

## BEYOND TRAVEL...



- ◆ Air ticket
- ◆ Travel Insurance
- ◆ Visa assistance
- ◆ Hôtel Booking
- ◆ Car rental
- ◆ Airport transfer
- ◆ Tour package
- ◆ Event Management



 +237 233 42 66 37

 +237 676 64 64 57

 +237 695 98 50 96

 Ancien Immeuble Nobra, 2e Étage, Porte 4

 servicedesk@akiba-travel.com

 www.akiba-travel.com



banque  
atlantique  
Cameroun

atlantic group

**devient**



**AFG**  
BANK

Atlantic Group

**...Et tout devient possible**